

**Formulaire de demande d'extraction de données
du registre parcellaire graphique (RPG)
et du système intégré de gestion et de contrôle (SIGC)**

IDENTITÉ DU DEMANDEUR

Raison sociale de l'organisme demandeur :

Nom du représentant légal de l'organisme demandeur :

Adresse :

Code postal :

Commune :

Nom du responsable du traitement :

Le demandeur est le responsable du traitement au sens du RGPD. Le responsable du traitement détermine les finalités et les moyens d'un traitement, c'est-à-dire l'objectif et la façon de le réaliser.

Téléphone et adresse électronique du responsable du traitement :

Nom du délégué à la protection des données :

Le délégué est chargé de piloter la conformité au règlement européen sur la protection des données au sein de l'organisme qui l'a désigné, s'agissant de l'ensemble des traitements mis en œuvre par cet organisme.

Téléphone et adresse électronique du délégué à la protection des données :

STATUT JURIDIQUE DU DEMANDEUR

Service de l'État Collectivité territoriale Établissement public Organisme privé chargé
d'une mission de service public

Autre demandeur, préciser :

SOUS-TRAITANCE

Dans le cas d'une sous-traitance, indiquer le nom et le téléphone du ou des sous-traitants auxquels les données sont transmises :

Il appartient au demandeur de s'assurer que tout sous-traitant mobilisé présente les garanties suffisantes quant à la protection des données communiquées. Des contrats, ou conventionnements, sont établis avec les sous-traitants et intègrent les mesures nécessaires à la protection des données à caractère personnel. La DRAAF en charge de la réponse a la possibilité de demander à ce que ces contrats lui soient communiqués pour son information.

Nom du sous-traitant :

Téléphone :

Sous-traitant n°1

Sous-traitant n°2

Sous traitant n°3

EXTRACTIONS DE DONNÉES DEMANDÉES

Millésime(s) :

Millésimes disponibles : de 2015 à l'année n-1

Éléments graphiques de niveau 2 :

- îlots
- parcelles
- éléments engagés en MAEC

Tables attributaires de niveau 2 :

- îlot_description (commune de l'îlot)
- exploitants (pacage + forme juridique)
- parcelles instruites
- maec_éléments déclarés
- premier pilier
- deuxième pilier

- liste des exploitants (coordonnées personnelles)

La liste des exploitants ne comprend pas le numéro pacage et ne permet pas d'associer les parcelles et les données personnelles des exploitants.

Ces données sont réservées aux organismes et aux services réalisant une mission de service public et relèvent de l'article L.311-6 du CRPA, du RGPD et de la LIL.

Elles nécessitent une justification de la légitimité de leur traitement renseigné en page 3 « USAGES ET TRAITEMENTS DES DONNÉES DEMANDÉES »

Table attributaire de niveau 2+ : pour les services de l'État uniquement

- exploitants_services_état (pacage + coordonnées personnelles)

PÉRIMÈTRE GÉOGRAPHIQUE DEMANDÉ

Le périmètre doit répondre strictement au périmètre de compétence du demandeur.

Administratif : joindre la liste des codes et libellés INSEE au format numérique CVS, XLS ou ODS
et le millésime du COG correspondant

et/ou

Physique : joindre le périmètre au format vectoriel (SHP, EPSG 2154, encodage UTF8)

Justificatif du périmètre de compétences du demandeur joint à la demande :

USAGES ET TRAITEMENTS DES DONNÉES DEMANDÉES

Intitulé de la mission de service public et références réglementaires ou justificatif :

Usages attendus des données (objectifs fonctionnels des traitements) :

Description des traitements réalisés et en particulier des croisements de données :

Seule la CNIL est habilitée à juger de la conformité juridique des traitements déclarés. L'obtention des données demandées ne vaut pas validation des traitements décrits.

Attestation d'exactitude des renseignements fournis à l'administration et acte d'engagement

Je soussigné.e,
m'engage à respecter l'ensemble des règles d'utilisation des données RPG qui m'ont été
communiquées.

- J'atteste l'exactitude des renseignements fournis à la DRAAF Pays de la Loire pour l'obtention de données du système intégré de gestion et de contrôle (SIGC) des aides attachées aux surfaces cultivées relevant de la PAC, et notamment du registre parcellaire (RPG)
- J'atteste avoir pris connaissance des peines encourues pour faux et usages de faux inscrites au Code pénal articles 441-1 à 441-12.
- Après avoir pris connaissance des dispositions de l'instruction technique DGPE/SDGP/2022-106 du 28/01/2022, je m'engage à respecter ses dispositions en tous points et, notamment, à n'utiliser les données transmises que dans la limite des traitements indiqués dans la demande et à fournir aux personnes concernées, c'est-à-dire celles qui ont demandé les aides au titre de la PAC, les informations prévues à l'article 14 du règlement général du 27 avril 2016 sur la protection des données.

Fait à

Le

Cachet et signature du demandeur ou de son représentant légal :